

## Présentation

Par souci de clarté, cet ouvrage de quinze articles est divisé en six parties :

- Introduction générale
- Les Républicains et la politique intérieure
- Les Républicains et la Cour suprême
- Les Républicains et la politique étrangère
- La Nouvelle Droite républicaine
- Annexes

L'introduction générale ne vise pas à l'exhaustivité. Elle permet de poser les bases et les repères afin de mieux cerner le fonctionnement du Parti républicain et l'engagement des Républicains entre 1952 et 2008. Elle brosse un panorama rapide depuis la création du Parti républicain en 1854 jusqu'aux années 1950, soit près d'un siècle d'existence républicaine. Elle s'intéresse ensuite à la manière dont les Républicains ont géré le pays sous six présidents : Dwight D. Eisenhower (1952-1960), Richard Nixon (1968-1974), Gerald Ford (1974-1976), Ronald Reagan (1980-1988), George H. W. Bush (1988-1992) et George W. Bush (2000-2008), ce qui représente 36 années de gouvernance républicaine. Cet espace-temps n'englobe que quatre présidences démocrates couvrant vingt ans : John F. Kennedy (1960-1963), Lyndon B. Johnson (1963-1968), Jimmy Carter (1976-1980) et Bill Clinton (1992-2000). L'année 2008 marque l'élection du Démocrate Barack Obama, premier président noir à entrer à la Maison-Blanche ; ses années à la tête du pays prendront fin en 2016. Les élections de 2016 permettront peut-être aux Républicains de reprendre le contrôle de l'exécutif alors qu'au moment où est rédigé cet ouvrage (juillet 2015), quinze candidats sont entrés dans la course à l'investiture républicaine.

La deuxième partie relative à la politique intérieure comprend quatre articles.

Lotfi Bennour s'intéresse à la période allant de 1981 à 1989 et au débat sur le budget et le déficit budgétaire qui constitua la plus grande priorité de la politique économique de Reagan. Ce dernier alla jusqu'au bout de ses convictions pour mettre en œuvre sa politique de l'offre. Selon les partisans de cette politique, l'objectif de croissance ne pouvait être atteint qu'en levant le plus possible les freins fiscaux et réglementaires qui entravaient leur développement. Dans sa confrontation avec le Congrès pour le contrôle

du processus budgétaire, Reagan, qui n'avait jamais caché sa volonté d'endiguer le rôle de l'État, fut finalement contraint de revoir ses ambitions à la baisse. Le Congrès réussit même, par le biais des discussions, des marchandages et de la procédure de report, à protéger certains programmes sociaux et certaines priorités indispensables. Aujourd'hui, même si le processus budgétaire continue à attirer l'attention de l'opinion publique américaine, il reste toujours difficile à comprendre.

Quant à Salah Oueslati, il traite du rôle des lobbies du monde des affaires d'Eisenhower à Bush fils. Tenu pour responsable de la Grande Crise de 1929, le Parti républicain sortit électoralement très affaibli dans les années 1930 et 1940. Dans un contexte politique dominé par le « *liberal consensus* », le GOP n'avait d'autres alternatives que d'opter pour une approche centriste. Cette stratégie se concrétisa pendant la présidence d'Eisenhower. Le courant conservateur et « ultra-libéral » au sein du GOP n'a cependant jamais abdiqué sur le terrain idéologique. Paradoxalement, l'échec cuisant de Barry Goldwater à l'élection présidentielle de 1964 permit à l'aile conservatrice de ce parti de poser les premiers jalons de la stratégie de reconquête. Cependant, cette « révolution conservatrice » n'aurait pas pu voir le jour sans la mobilisation politique sans précédent des milieux économiques dans les années 1970. Enfin, l'article montre que le réveil de la droite chrétienne au nom de la restauration des valeurs morales traditionnelles est venu à point nommé y apporter un soutien populaire précieux.

Susanne Berthier-Foglar aborde la question indienne pendant les années Nixon. Alors que les Démocrates, et en particulier le président Roosevelt, furent les grands défenseurs des Indiens au XX<sup>e</sup> siècle, ce fut pourtant Nixon qui mit en œuvre des politiques très favorables à l'indianité. Les historiens et l'opinion publique *mainstream* se souviennent des actions médiatiques qui eurent lieu sous sa présidence : l'occupation, par les « Indiens de toutes les tribus », du pénitencier désaffecté d'Alcatraz, la piste des traités violés, qui traversa le continent du Pacifique à l'Atlantique, se terminant avec l'occupation du Bureau des Affaires Indiennes à Washington et, enfin, le siège de Wounded Knee. Ces événements médiatiques mirent en scène des Indiens urbanisés et rompus aux techniques de communication, souvent membres de l'*American Indian Movement* (AIM). Toutefois, d'une manière moins médiatisée, des tribus traditionnelles obtinrent la restitution de territoires perdus, dont la valeur spirituelle ne pouvait être compensée par une indemnisation selon le modèle classique.

Pour sa part, Christian Pihet montre en quoi la « *Southern Strategy* » mise en œuvre par le Parti républicain lui a permis de faire du territoire de l'ancienne Confédération, le Sud, l'un de ses bastions électoraux. En effet, à partir du milieu des années 1960, l'évolution politique du Sud fut marquée par la substitution des Républicains à l'hégémonie traditionnelle des Démocrates. Les Républicains y remportèrent au fil du temps (des années 1960 à 2000) les élections présidentielles puis locales et s'installèrent en position de force dans cette région à l'identité bien affirmée. Pour expliquer

cette réorientation politique, les analystes mirent en avant le succès d'une « stratégie sudiste ». De fait, dans le contexte agité de la déségrégation, les Républicains surent trouver les thématiques et les mots pour se faire apprécier par les électeurs blancs conservateurs de la région. La droitisation constante du Parti depuis les années 1970 rencontra également leur adhésion en insistant sur l'importance de la religion et de son rôle dans la vie sociale sudiste. Toutefois aujourd'hui, ici comme partout sous l'effet de la mondialisation, les régions connaissent des mutations importantes. Les Républicains devront également s'adapter aux changements culturels et sociaux dans le Sud pour pérenniser leur situation majoritaire.

La troisième partie comprend trois articles relatifs au fonctionnement de la Cour suprême et à certains de ses arrêts.

Armand Hage s'intéresse aux nominations de quatre présidents de la Cour, Earl Warren, Warren Burger, William Rehnquist et John Roberts, effectuées par des présidents républicains entre 1952 et 2008. Le choix par le chef de l'exécutif du chef du judiciaire est un acte politique majeur, car une fois nommé et installé, ce dernier n'a plus de compte à rendre à ceux qui l'ont nommé et confirmé. De ce fait, le président américain tente de choisir des *Chief Justices* dont les idées correspondent aux siennes. Sur les quatre présidents cités, Warren et, dans une certaine mesure, Burger ont agi d'une façon qui, dans la plupart des cas, allait à l'encontre de ce qu'attendait le chef de l'État, à savoir qu'ils ont voté comme des Sociaux-Démocrates, alors que Rehnquist et Roberts ont voté avec les conservateurs, conformément aux souhaits des présidents républicains.

Élisabeth Boulot montre que certains juges de la Cour suprême, William Rehnquist, Sandra O'Connor, Anthony Kennedy, ont œuvré pour la défense des états, thème cher aux Républicains. Les présidents Nixon et Reagan prônèrent la décentralisation des pouvoirs et remirent en cause les programmes du *New Deal* et de la *Great Society*, arguant qu'ils avaient privé les états de leurs prérogatives et qu'il était urgent de les leur rendre. Au cours de leurs mandats, ils ont eu, l'un et l'autre, le souci de nommer à la Cour des juges prêts à défendre l'équilibre des pouvoirs prévus dans la Constitution. L'article examine donc la jurisprudence relative au partage des compétences entre l'État fédéral et les états des Cours Burger et Rehnquist et met en lumière les fondements juridiques et la portée de la « révolution fédéraliste » qui s'est opérée, à partir du début des années 1990, sous la houlette du *Chief Justice* Rehnquist.

L'article de Bénédicte Sisto retrace le déroulement de l'élection présidentielle américaine de novembre 2000, élection controversée au cours de laquelle le Démocrate Al Gore, opposé au Républicain George W. Bush, remporta le scrutin populaire mais perdit l'élection suite à l'arrêt *Bush v. Gore*. Le système électoral américain étant particulièrement complexe, les deux candidats se livrèrent une bataille juridique féroce dans l'état pivot (*swing state*) de Floride alors gouverné par Jeb Bush, frère du candidat républicain. À la demande expresse de Gore, le scrutin extrêmement serré,

associé à de nombreuses plaintes provenant d'électeurs démocrates induits en erreur par des bulletins de vote défectueux, donna lieu à un fastidieux dépouillement manuel des bulletins de vote dans quatre comtés de Floride. Au bout de cinq semaines, ce dépouillement féroce contesté par le camp républicain fut brusquement interrompu lorsque la Cour suprême fédérale jugea la procédure mise en œuvre par la Cour suprême de Floride non conforme à la Constitution des États-Unis et proclama la victoire de Bush en Floride par un écart de voix infime.

La quatrième partie aborde des questions de politique étrangère au travers de cinq articles.

Jean-Marie Ruiz parcourt la période 1952-2008 en deux temps. Son premier article présente l'évolution de la politique étrangère républicaine entre 1952 et 1974, et le passage de l'internationalisme conservateur à la *Realpolitik*. S'intéressant aussi bien à la théorie qu'à la pratique, il porte à la fois sur l'évolution des idées exprimées par des membres du parti ou des mouvements proches de lui, et sur la politique mise en œuvre par les gouvernements Eisenhower, Nixon et Ford. Il s'interroge également sur l'apport spécifique des présidents à leur parti, dans un contexte où la politique étrangère des États-Unis est de plus en plus centralisée, et s'efforce de saisir les grandes tendances d'une évolution qui, loin d'être linéaire, présente des points de rupture et des mutations. Ce faisant, il présente les différentes approches qui ont caractérisé la politique étrangère républicaine durant cette période et les tensions que leur coexistence a engendrées.

Le second article de Ruiz retrace l'évolution de la politique étrangère du Parti républicain de 1981 à 2008, période dominée par le *Grand Old Party*, durant laquelle trois des quatre présidents des États-Unis étaient républicains. Il met toutefois l'accent sur les discontinuités qui caractérisent de façon paradoxale leur politique étrangère, et qui fournissent une excellente illustration du rôle des écoles de pensée, plus que du parti, dans la formulation de la politique étrangère américaine. Ces discontinuités témoignent également de l'importance du contexte particulier dans lequel se trouvaient les États-Unis durant ces trois décennies, et de l'impact de la fin de la guerre froide – rendant nécessaire de redéfinir le rôle de la République fédérale dans un monde en mutation – et des attentats de 2001. En cela, les mutations de la politique étrangère de Reagan à Bush fils reflètent l'absence de dogme et l'adaptabilité du Parti républicain à son environnement.

Pour sa part, Christopher Griffin s'intéresse à un aspect capital en matière de politique étrangère : les pouvoirs de guerre du président. En 1973, après la guerre du Viêt-Nam, le Congrès américain vota une loi en la matière afin de limiter la capacité du président à faire la guerre sans l'autorisation du pouvoir législatif (*War Powers Act*). L'idéologie conservatrice du Parti républicain était cependant favorable à la centralisation des pouvoirs dans l'exécutif. L'article soulève la question suivante : les présidents républicains ont-ils eu une approche différente des présidents démocrates concernant la loi relative aux pouvoirs de guerre depuis 1973 ? Il examine ensuite

cinq cas d'application de cette loi par les présidents républicains : l'incident du *Mayaguez* (1975), le déploiement au Liban (1982-1983), l'invasion de Grenade (1983), l'autorisation de la guerre du Golfe (1991), de la guerre contre le terrorisme et de la guerre en Irak (2001-2003). Il ressort de cette étude que les présidents républicains se sont partiellement conformés à la loi jusqu'en 2003, entraînant un accroissement progressif des pouvoirs des présidents républicains dans la politique militaire des États-Unis.

La guerre du Viêt-Nam est l'un des événements incontournables de la politique étrangère américaine. Antoine Coppolani aborde cette question sensible pour les Américains en analysant la manière dont le président Nixon a géré ce conflit. « Dernière victime de la guerre du Viêt-Nam » ? C'est ainsi qu'il a parfois été qualifié. Il est vrai que la sortie de cette guerre a été l'un des dossiers majeurs de sa présidence. Quels que soient les succès ou échecs enregistrés sur la scène extérieure (à ce sujet l'historiographie est à la fois divisée et en profond renouvellement du fait de l'ouverture des archives), la guerre du Viêt-Nam a eu également un profond impact sur la scène intérieure américaine. En particulier, dans la gestion de cette difficile sortie de guerre et du culte du secret dont Nixon et Kissinger entendaient l'entourer, se trouve l'une des racines du Watergate. Plus généralement, l'article répond à la question suivante : comment Nixon, le « faucon républicain » entendait-il parvenir à une « paix dans l'honneur » au Viêt-Nam, et avec quels résultats ?

Stéphane Dupuy, quant à lui, aborde la fin de la guerre froide sous Bush père (1989-1992). Si les Démocrates assistent aux débuts de la lutte idéologique et stratégique entre les États-Unis et l'Union soviétique pendant la seconde moitié des années 1940, il appartient aux Républicains d'y mettre un terme quarante ans plus tard à la faveur des bouleversements à l'Est. Si la fin de la guerre froide est provoquée entre 1984 et 1988 par Reagan et les réformes mises en œuvre à Moscou par Mikhaïl Gorbatchev, il revient à l'équipe républicaine de Bush d'y mettre un terme définitif à partir de 1989. L'article analyse donc la manière dont la présidence Bush gère cette « fin de partie » suite à l'effondrement du bloc communiste, la réunification allemande puis la guerre du Golfe et parvient à mettre un terme définitif au monde bipolaire.

La Nouvelle Droite républicaine fait l'objet de la cinquième partie de cet ouvrage collectif. En effet, il s'agit d'un aspect important de l'évolution du Parti républicain qui, au fil du temps, a adopté une position de plus en plus conservatrice marquée par un engagement religieux très affirmé.

Dans son article, Mokhtar Ben Barka montre qu'en 2000, à l'occasion de l'accession de Bush fils à la magistrature suprême, la droite chrétienne a fait énormément parler d'elle et de ses liens avec le Parti républicain. L'auteur s'attache dans un premier temps à définir la droite chrétienne et à en retracer la genèse. Dans un deuxième temps, il montre que les rapports entre le GOP et la droite chrétienne datent des années 1950, et qu'ils ont atteint leur apogée avec la victoire de Bush. Bien que la droite chrétienne ait réussi, au

fil des décennies, à renforcer son emprise sur ce parti, les relations entre les deux forces ont toujours été ambiguës, voire mouvementées. Au final, la droite chrétienne n'a pas rencontré les succès escomptés. Si elle est parvenue à transformer le « Grand Old Party » en « *God's Old Party* », l'article souligne qu'elle est encore incapable d'imprimer à la société dans sa globalité l'orientation « chrétienne » qu'elle appelle de ses vœux.

Amandine Barb analyse la relation entre les chrétiens conservateurs et le Parti républicain, des années 1960 à la fin du second mandat de Bush fils. Son article retrace dans un premier temps les origines de la droite chrétienne aux États-Unis, en montrant comment, dans la continuité de leur « stratégie sudiste » introduite au cours des années 1960, les Républicains ont entrepris de capter les voix des électeurs chrétiens conservateurs dans les états du Sud, dans le but de favoriser la domination politique du parti au niveau national. L'étude examine ensuite deux moments clés de l'alliance entre la droite chrétienne et les Républicains : la double présidence de Reagan (1981-1989) et celle de Bush (2001-2009). Elle met ainsi en évidence les caractéristiques, les succès et les limites de la stratégie religieuse du Parti républicain au cours des quatre dernières décennies.

Enfin, l'article de Simon Grivet montre que l'émergence, dans les années 1960, de la Nouvelle Droite ne peut se comprendre qu'en prenant en compte une dimension régionale essentielle : le rôle de l'Ouest, et particulièrement de la Californie. Il analyse la manière, dont les conservateurs se sont rassemblés autour du sénateur de l'Arizona Barry Goldwater pour prendre le contrôle du Parti. Ensuite, les succès de Reagan en Californie ont largement inspiré les stratégies de Nixon pour conquérir la Maison-Blanche en 1968. Reagan se livre ainsi à une critique systématique des politiques sociales des Démocrates californiens, du mouvement étudiant ou des manifestations. Il trouve les mots adéquats pour porter les angoisses et la colère de nombre d'électeurs blancs issus des classes populaires et moyennes qui avaient pu voter démocrate mais se trouvaient en rupture. Nixon s'inspira largement de cette stratégie à partir de 1968.

La sixième partie comprend quelques annexes qui permettent d'obtenir des informations pratiques : la liste des présidents américains et leur appartenance politique, la liste des présidents républicains entre 1952 et 2008 et les différences qui existent entre Républicains et Démocrates.

L'ouvrage offre également une bibliographie indicative.